

QUI SOMMES NOUS ?

Nous sommes un groupe de gentilliens, dont certains sont conseillers municipaux et maires adjoints de la majorité municipale actuelle, qui souhaitons que le mode de gestion de notre ville change et qui sommes convaincus, de par nos expériences, dans des champs variés, que cela est possible.

Nous ne nous reconnaissons plus dans la gauche « classique », ni dans l'extrême gauche institutionnelle. Nous nous insérons dans une dynamique d'alternative à gauche, mais nous n'excluons aucune collaboration, si les objectifs et méthodes sont clairement définis, débattus et donnent lieu à rendu de compte.

Nous travaillons également en réseau avec les mouvements dits citoyens de la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre : « Entente Citoyenne » à Arcueil, « Décidons Notre Ville » à Cachan, « Villejuif Autrement », « Citoyens l'Haÿ », en particulier

Nous savons que nous ne pourrons pas, comme par miracle, résoudre tous les problèmes, ni éviter d'être pris dans un certain nombre de contradictions. Mais nous sommes prêts à nous attacher à gouverner notre ville autrement (en sortant d'une pratique du pouvoir capté et opaque), en lui conservant ses caractères populaire et solidaire, par la création de liens réels de participation, de délibération, et de représentation au service des Gentilliens.

Ce document n'est pas un programme, il fait un premier diagnostic de la situation actuelle (**Pourquoi ?**), il indique des premières pistes d'orientation (**Comment ?**). Il est un premier pas pour rassembler sur des objectifs à atteindre, des projets, et permettre le débat entre ceux qui souhaitent **donner un nouveau souffle à gauche dans la vie municipale gentillienne**.

Gilles ALLAIS (*Maire Adjoint*),
Françoise BAILLEUL, (*militante associative*)
Serge CAMIER,
Myriam CAMPINOS (*militante associative*),
Colette DELAPLACE (*conseillère municipale, membre du conseil d'Administration de l'OPIHLM Arcueil / Gentilly*),
Bernard DELAPLACE (*membre du conseil d'administration du Conseil Communal d'Action Sociale - CCAS militant associatif*),
Vincent GENESTET (*militant associatif*),
Sophie GUILLEMAIN (*Maire Adjointe*),
Chantal HENOCQUE (*conseillère municipale, membre du conseil d'administration du Conseil Communal d'Action Sociale - CCAS*),
Marie- Geneviève LACALMETTE

Pour nous contacter :
Email : gentillyautrement @voila.fr

POURQUOI ?

Notre diagnostic de la situation actuelle
(QUELQUES ELEMENTS)

La politique menée par l'équipe municipale, au delà de succès réels dans certains domaines, débouche sur un certain nombre d'insuffisances qui nous paraissent graves. Ceci tient à la fois de la logique qui sous-tend la politique suivie et de la manière dont elle a été conçue et mise en place.

Ce qui a été fait

La position de Gentilly (en bordure de Paris), alliée à la volonté politique d'attirer des entreprises importantes dans notre commune (ILOG, SANOFI, VVF, IPSOS...) a permis, grâce à la perception de la Taxe Professionnelle, de mobiliser d'importantes ressources financières.

Ces ressources ont permis en particulier de financer certaines dimensions d'une réelle politique sociale (logement social, action sociale diversifiée, santé, culture...)

Une politique foncière volontariste a permis le développement et l'évolution (162 par exemple) du logement social. Gentilly est ainsi la commune de la Communauté

d'Agglomération du Val de Bièvre (CAVB) qui a le plus fort taux de familles logées en HLM (56 %).

L'action sociale prend des formes très diverses, actions en direction des jeunes, des retraités, aides aux familles, volonté d'avoir un Centre Municipal de Santé performant...

La culture est un élément fort de la politique municipale, avec aujourd'hui un projet de médiathèque ambitieux. Ce ne sont là que quelques exemples.

Ceci fait que Gentilly est une commune qui a su garder un caractère populaire aux portes de Paris, où globalement il fait bon habiter.

Les limites de ce qui a été fait

Un cumul préoccupant de problèmes à prendre en charge ressort des chiffres disponibles: taux de chômage de 15 % (22% pour les jeunes), 39,7% de foyers non imposables, 3,5% de Rmistes. Tous ces chiffres sont les plus élevés de la CAVB.

Par rapport à ces questions, qui sont certes loin d'être dans l'absolu de la responsabilité directe de la ville, on constate que, de fait, la politique suivie par la ville ne permet guère à nos concitoyens les plus fragiles de « s'en sortir ». L'action est fortement marquée par une large politique d'aides, élément nécessaire, mais certainement pas suffisant.

Par rapport à ces constats, tout en étant conscients de la dureté du contexte économique et des limites des moyens d'action d'une commune, il est regrettable que rien de significatif n'ait été fait sur différents volets de la lutte contre l'exclusion, en particulier :

Le lien entre le développement des activités, celui des emplois et l'employabilité de nos concitoyens,

L'aide à l'insertion et à la réinsertion, élément central pour briser le cercle vicieux de l'exclusion.

... Une autre limite réside dans des préoccupations très insuffisantes sur la qualité urbanistique et environnementale.

Rien n'a été réellement fait, par exemple, y compris dans les réalisations récentes (médiathèque), pour prendre en compte effectivement l'aspect développement durable (économies d'énergie...).

Les modes de construction des logements sociaux, comme des équipements publics, ne visent pas à réduire les factures d'énergie pour les intéressés (locataires, ville) ; l'absence de prise en compte de matériaux économiseurs d'énergie comme le manque de réflexion sur les énergies renouvelables prive les locataires d'une réduction de la facture énergétique et la commune d'un accès à des financements spécifiques, pour ces constructions.

Ce ne sont là aussi que des exemples des limites de ce qui a été fait.

En un mot, nous sommes pour défendre avec conviction l'existence d'une ville populaire aux portes de Paris. Pour gagner cette bataille, il faut aller au delà de ce qui a été fait jusque là, et trouver les moyens, à notre échelle, de donner un réel espoir aux plus démunis d'entre nous. L'amélioration significative de la qualité de vie de tous, en particulier sous l'angle de l'environnement est aussi un combat à gagner (voir plus loin « Comment ? »).

Comment cela a été fait

Le débat démocratique est souvent un simulacre : Ceci vaut pour la démocratie participative

Les concertations menées par l'équipe dirigeante municipale relèvent de préoccupations électorales à court terme et non d'une volonté de mener des projets qui s'inscrivent dans le long terme.

Combien de bénévoles ont, de bonne foi, participé à des « ateliers », des « concertations » et sont rentrés frustrés de n'avoir pas été entendus, comprenant, un peu tard, que les choix étaient déjà faits ailleurs.

Pour nous, les concertations s'adressent à tous les citoyens ayant reçu simultanément la même information, les mêmes propositions. L'information va avec les explications objectives indispensables à la compréhension par tous de projets souvent complexes. Le point de départ doit être un vrai diagnostic, que l'on prendrait le temps de construire puis de partager, en affichant les contraintes et les alternatives.

Les propositions sont des compromis, leurs avantages et inconvénients montrent clairement les conséquences à court, moyen et long terme.

Le choix final doit se faire à partir de la consultation de toute la population.

Nous indiquons en encadré (dernière page) l'exemple de ce qui s'est fait pour l'Opération de Rénovation Urbaine (ORU) dans les quartiers du Chaperon Vert et du Plateau, qui est pour nous à l'inverse de ces principes.

Ceci vaut aussi pour la démocratie représentative (les instances municipales)

Du fait de la composition du Conseil Municipal (majorité absolue du PC) et d'une « solidarité de gestion » du PS, il ne peut guère y avoir de débat en son sein et d'inflexion dans la politique suivie: l'information y est tardive, voire chiche et les décisions de portée significative sont prises par l'entourage rapproché du Maire.

Force est de constater que la participation, depuis 1977, du Parti Socialiste à la majorité municipale ne lui a jamais permis d'être un partenaire à part entière. Malgré les grignotages de ces dernières années (plus d'adjoints...), la stratégie d'alliance négociée entre les sections des deux partis s'avère un échec.

Le PS n'a jamais pu être l'aiguillon qu'il ambitionnait d'être.

Ces constats nous incitent à créer une nouvelle dynamique, parce que nous croyons :

Que la participation de tous les citoyens doit et peut « porter » l'action municipale, non pas en dressant les quartiers les uns contre les autres, mais en construisant ensemble une ville dans sa diversité

Qu'une autre politique est possible, à gauche, issue de réels débats et non pas d'accords politiques

Qu'une représentation plus diversifiée de la gauche au sein du conseil municipal est indispensable et urgente pour donner un nouveau souffle et améliorer la prise en compte des besoins de la commune et de ses habitants.

Comment ?

Ce que nous voulons, la manière de le faire

→ Il s'agit d'abord de rompre avec les pratiques de décision prises par un petit cercle comme cela se passe actuellement.

→ Ceci veut dire construire progressivement avec la population les projets d'amélioration de la vie à Gentilly.

→ En prenant réellement le temps d'évaluer la situation, de construire un diagnostic avec toutes les parties prenantes.

→ En envisageant ensemble les scénarios possibles, les avantages et inconvénients pour chacun, le coût pour la collectivité, la dynamique amorcée...

→ En procédant après les réalisations à des évaluations permettant un processus d'amélioration permanent.

Ceci doit en particulier s'appliquer aux sujets suivants (non exhaustif!):

Dans le domaine de l'insertion.

→ Il n'est pas possible de rester sans agir, pour les modifier, sur les indicateurs sociaux de la commune que sont le chômage, les revenus, les difficultés scolaires qui en découlent...

→ Il faut d'abord que cette question soit prise en compte officiellement par la désignation d'un adjoint chargé de l'emploi et de l'insertion.

→ Son rôle sera d'abord d'utiliser les leviers d'insertion et d'économie solidaire qui existent. Il devra travailler en liaison étroite avec la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, qui met en place un plan d'action sur le sujet (les solutions ne peuvent être seulement au niveau de Gentilly).

L'objectif sera de trouver les meilleures formules pragmatiques pour aboutir à des solutions durables vis à vis de l'exclusion.

C'est aussi une telle politique qui permet de maintenir une ville populaire et solidaire aux portes de Paris dans de meilleures conditions.

Dans le domaine du logement.

→ Ici, le premier objectif doit être une restructuration ambitieuse du logement social, afin de conforter la possibilité d'une ville populaire aux portes de Paris. Avec tous les habitants, il faut résoudre un cahier des charges complexe : le maintien de la proportion d'habitants dans les logements sociaux, une rénovation / restructuration pour répondre aux exigences modernes de confort tout en gardant des loyers accessibles, une imbrication de l'habitat social avec d'autres types d'habitats.

→ L'objectif est une réelle mixité sociale dans tous les sens du terme, sur le plan des générations, des catégories sociales... Cette mixité peut s'atteindre de diverses manières : construction d'autres types de logement (intermédiaire, accession à la propriété...) dans les zones d'habitat social, construction de logements sociaux là où il y en a peu, et aussi acquisition d'immeubles insalubres à transformer en logement social.

→ Cette mixité, qui s'atteint aussi avec l'installation d'activités et d'équipements rayonnants dans les quartiers d'habitat social, est indispensable pour éviter les coupures entre quartiers, le risque de ghettoïsation dans certains cas.

Dans le domaine de l'école.

→ L'une des premières pistes est de revoir la carte scolaire en primaire. Les écoles réservées à une cité / quartier ne sont plus pertinentes, elles ne correspondent

plus aux attentes des familles. Revoir la carte scolaire en primaire, compléter le dispositif ZEP du Ministère de l'Education Nationale par un véritable dispositif d'accompagnement de la scolarité seraient nos objectifs prioritaires, pour faire de Gentilly la ville de l'égalité des chances. Ces mesures contribueraient à accompagner le choix politique, qui est un bon choix, d'installer le collège en centre ville.

→ Ces nouveaux atouts permettraient à ce nouveau collège de devenir le collège de tous les Gentilliens en âge de le fréquenter.


Dans le domaine de l'environnement.

→ Il s'agit également de changer l'échelle de la politique actuelle, tout en visant des économies budgétaires. Le développement durable est, certes, un mot à la mode : pour qu'il prenne sens, il faut le mettre en pratique. Les questions d'économie d'énergie, de sauvegarde de la planète (utilisation d'énergie propre, isolation...) doivent irriguer toute la politique concernant les équipements municipaux, le logement social (et les autres!).

→ Ceci doit être officialisé par l'ajout de la dimension développement durable aux compétences de l'adjoint à l'environnement : son rôle sera de veiller à une prise en compte concrète de ces aspects dans tous les domaines d'activité sur lesquels la ville peut avoir une influence.

→ L'amélioration des transports publics est pour nous primordiale. De même, apporter une solution drastique aux problèmes de stationnement, doit devenir une réalité. Il faut passer de la parole à l'action.

Tout ceci doit permettre, en pratique, une réduction de la place de la voiture dans la ville. C'est une question de politique locale, mais aussi au-delà, elle concerne Paris, la petite couronne, et la région en fait.

 **Pour agir** dans tous ces domaines, nous sommes prêts à assumer les responsabilités du pouvoir local et les difficultés qui lui sont liées, tout en étant conscients des contraintes effectives qui pèsent sur la commune, par son histoire comme par sa situation en bordure de Paris. Mais, il s'agit de positiver ce qui peut apparaître de prime abord comme des difficultés. Pouvoir assurer par exemple un logement et une activité aux populations modestes aux portes de Paris est une ambition forte, mais c'est en réalité agir concrètement contre les dérives libérales d'exclusion de tous ordres.


Nous pensons que cette responsabilité implique de rendre régulièrement des comptes sur la réalité des actions menées par rapport aux objectifs affichés, sur le coût des services publics locaux, rapprochant ainsi coût et efficacité sociale. Dans cette évaluation, il importe d'impliquer élus, usagers et salariés de la municipalité.

Nous savons qu'une telle démarche doit aussi s'appuyer sur les salariés de la commune, en prenant en compte leur connaissance de la population comme leurs aspirations quant au contenu de leur travail, leur rémunération, leurs perspectives d'évolution professionnelle. Ce sont eux qui sont les moteurs de l'efficacité des services publics locaux, ce sont eux qui savent que faire mieux, avec des moyens qui ne peuvent indéfiniment croître, est possible.

 **Pour tous ces objectifs**, nous voulons utiliser toutes les possibilités liées à notre appartenance à des ensembles institutionnels plus larges : Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, Département du Val de Marne, Région Ile de France. De même, il faut utiliser tous les liens qui, de fait, nous rattachent à d'autres sous ensembles communes avoisinantes, Cité U...
Le travail avec la CAVB est déterminant dans de nombreux secteurs : Insertion, logement social, environnement...
Les questions de démocratisation et de transparence de cette institution devront également faire l'objet de notre vigilance.

Pour parvenir à cet autre type de gestion, il est indispensable de mettre un terme à une pratique d'union de la gauche entre les seuls PC et PS. Il s'agit de s'inscrire dans le long terme et de ne pas se laisser guider par des considérations électorales à court terme. Nous voulons nous inscrire dans une vraie perspective de développement durable : développement des personnes quel que soit leur niveau de ressources, développement de la qualité de vie dans la ville, développement avec des critères écologiques forts, afin de préserver l'avenir des générations futures.

ORU : Un mode de concertation limité ...

 **L'exemple du déroulement récent de l'Opération de Rénovation Urbaine Arcueil – Gentilly (Plateau – Chaperon Vert – Vache Noire) souligne la difficulté de l'équipe municipale à prendre jusqu'au bout en charge certains problèmes de la commune et permet d'en comprendre certaines causes.**

Ayant identifié un certain nombre de facteurs préoccupants dans la zone et notamment au Chaperon Vert (parc immobilier devenant ancien, vieillissement d'une forte partie de la population, taux de chômage nettement supérieur à la moyenne de la commune, fuite d'une partie des élèves vers d'autres écoles...), l'équipe municipale, largement à l'unisson de celle d'Arcueil au départ, avait décidé de s'attaquer réellement aux problèmes et aux mécanismes d'exclusion par une importante Opération de Rénovation Urbaine sur ce grand ensemble.

Celle-ci prévoyait à la fois rénovation et restructuration du parc immobilier, construction de nouveaux bâtiments facilitant à la fois l'implantation d'activités et la création de nouveaux types de logements (intermédiaire, accession à la propriété). Il s'agissait d'ouvrir sur une plus grande mixité sociale, permettant de casser les mécanismes de repli constatés actuellement.

A l'issue de la phase de « concertation », il ressort que ce qui sera fait sur Gentilly ne portera que sur la réhabilitation / restructuration du parc social existant, pour l'adapter aux demandes actuelles. Les autres formes de logement (intermédiaire, accession ...) et l'insertion d'activités dans la cité sont repoussées à la périphérie, voire passées à la trappe. La liaison avec le quartier du Plateau via la couverture partielle de l'A6A devient incertaine. Ceci pourrait en particulier remettre en cause la transformation de l'école Lamartine en pôle primaire pour à la fois le Chaperon vert et le Plateau, ce point constituant un élément essentiel de mixité sociale.

Ces projets minima et conservateurs seront insuffisants pour rendre une attractivité au Chaperon Vert. Les perdants sont en particulier les jeunes couples et les chômeurs. L'insertion d'activités qui pourraient créer des emplois locaux est repoussée hors du quartier et les mécanismes générant la fuite scolaire hors du quartier ne sont pas réglés.

Le processus ainsi mené a également abouti à un « chacun pour soi » entre Gentilly et Arcueil, minimalisme à Gentilly, poursuite de projets ambitieux en étroite concertation avec la population à Arcueil. Ceci est particulièrement affligeant, entre autre parce qu'Arcueil a déjà l'expérience d'une restructuration en profondeur réussie à la Vache Noire, largement approuvée par les habitants (80% pour lors d'une consultation avec une large participation). Avec des explications approfondies et menées durablement, aller loin est possible.

De tels écarts entre les intentions annoncées et le résultat de ce type de « concertation » trouvent à notre sens leur cause principale dans le mode de fonctionnement et de pilotage de l'équipe dirigeante municipale. Les projets ambitieux du départ n'ont pas été portés à fonds par cette équipe. Celle-ci a reculé devant la frilosité de sa "clientèle", alors qu'une concertation élargie et approfondie, avec un projet, aurait sans doute pu aboutir à une prise en compte et à une acceptation par les habitants au sens large d'une restructuration plus profonde et plus riche de diversification. Le dossier déposé à l'Agence Nationale pour la Rénovation de Urbaine (ANRU) n'en aurait d'ailleurs été que plus crédible.

Ce mode de concertation limitée n'est d'ailleurs pas une première, loin de là. Un processus semblable a eu lieu par exemple ces deux dernières années à Victor Hugo, dans le cadre d'un projet visant à réhabiliter cette cité : comment la désenclaver, y amener des activités – équipement public par exemple - pour que d'autres que les habitants y viennent?
Sur ce sujet aussi, socialement important compte tenu des difficultés de cette cité, faute de porter un projet fort, la direction de la municipalité n'a pu impulser une réelle concertation, allant au delà de petits cercles. Il n'y a d'ailleurs pas pour l'instant de projet consistant.